

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2723

3 octobre 2015

SOMMAIRE

ADF GLF LUX A1 S.à r.l.	130678	Cofinimmo Luxembourg S.A.	130662
ADF GLF LUX A2 S.à r.l.	130666	CUP CEE S.à r.l.	130690
AI Global Investments & CY S.C.A.	130665	Danub SA	130662
AI Global Investments GP S.à r.l.	130665	Dubaian Investment Opportunity S.à r.l.	130662
AI Lake (Luxembourg) Management S.à r.l.	130665	Fairacre Properties (Lux) 3 S.à r.l.	130664
AI Alabama & Cy S.C.A.	130664	Fallow Resources	130690
AI Alabama (Luxembourg) Holding S.à r.l. ..	130704	Famar Holding S.à r.l.	130663
AI Alabama (Luxembourg) S.à r.l.	130703	Famar Société Anonyme de Participations et d'Administration d'Entreprises Pharmaceu- tiques	130662
AI Global Strategies S.A.	130659	Famar Société Anonyme de Participations et d'Administration d'Entreprises Pharmaceu- tiques	130663
Aliaxis Luxembourg Sàrl	130661	Famar Société Anonyme de Participations et d'Administration d'Entreprises Pharmaceu- tiques	130663
AI Lake & Cy S.C.A.	130704	G Finance Luxembourg	130663
AI Lake (Luxembourg) Holding S.à r.l.	130665	Giga Tubes S.à r.l.	130665
Allouez Topco S.à r.l.	130659	Grey Grafton S.à r.l.	130660
Avia Partners S.à r.l.	130699	Kaiserhof International S.à r.l.	130659
Bâloise Assurances Luxembourg S.A.	130661	Luxembourg Capital Partners III S.C.A.	130660
Bero Investment S.A.	130660	Lux Renewinvest Sun	130660
Bionatur Best Flowers Holdco S.à r.l.	130704	Montalcino Finances S.A.	130664
Bionatur Best Flowers Luxco S.à r.l.	130703	Sistema International Funding S.A.	130658
Bionatur Flowers Luxco S.à r.l.	130704	Tucali S.A.	130658
Blue Holdings	130658	Tucali S.A.	130658
Blue Start 222 S.à r.l.	130659		
Bock Capital Investors S.à r.l.	130664		
BOP (99 Bishopsgate) S.à r.l.	130661		
BtoBe S.A.	130704		
CdR Capital S.à r.l.	130661		

Blue Holdings, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.772.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique de la Société en date du 17 août 2015

1. Madame Antonella Graziano a démissionné de son mandat de gérant B;
2. Monsieur Andrew O'Shea, administrateur de sociétés, née à Dublin (Irlande), le 13 août 1981, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.
3. Monsieur Olivier Hamou a démissionné de son mandat de gérant B;
4. Madame Ingrid Cernicchi, administratrice de sociétés, née à Metz (France), le 18 mai 1983, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérant B pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.

—
Extrait des décisions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 17 août 2015

1. Le siège social a été transféré de L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet immédiat.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes

*Pour Blue Holdings**Un Mandataire*

Référence de publication: 2015140655/24.

(150153429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Sistema International Funding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 168.486.

—
Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2015139246/10.

(150151162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Tucali S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7378 Bofferdange, 1C, rue Théodore Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 144.393.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015139298/10.

(150150714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Tucali S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7378 Bofferdange, 1C, rue Théodore Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 144.393.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015139299/10.

(150150715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

AI Global Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 138.379.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 20 avril 2015:

- Le mandat de Deloitte Audit S.à r.l. de 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, le réviseur d'entreprise agréé de la société, est renouvelé.

- Le nouveau mandat de Deloitte Audit S.à r.l. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016 statuant sur les comptes annuels de 2015.

- Mons. Kailash Ramassur, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mme. Anja Wunsch, avec effet au 20 avril 2015.

- Le nouveau mandat de Mons. Kailash Ramassur prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017.

- Mme. Nahima Bared, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mme. Marion Fritz, avec effet au 20 avril 2015.

- Le nouveau mandat de Mme. Nahima Bared prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017.

Luxembourg, le 20 avril 2015.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015140621/24.

(150153423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Kaiserhof International S.à r.l, Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 122.527.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139640/10.

(150151920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

Allouez Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 173.998.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139362/10.

(150152046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

Blue Start 222 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 154.011.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015139403/10.

(150151994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

Luxembourg Capital Partners III S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 128.377.

Par résolutions prises en date du 7 juillet 2015, l'actionnaire - gérant - commandité a décidé de transférer le siège social de la Société du 11, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 août 2015.

Référence de publication: 2015140939/12.

(150153221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Bero Investment S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 153.109.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 15 mai 2015

Première résolution:

Le Conseil d'administration décide d'accepter la démission au poste d'administrateur de la Société avec effet immédiat de Monsieur Pierre LENTZ.

Deuxième résolution:

L'Assemblée Générale décide de nommer au poste d'administrateur en remplacement de l'administrateur démissionnaire à compter de ce jour:

Mr. Panagiotis TRIANTAFYLLOU, spécialiste en investissement, né le 13 novembre 1944 à Kifissia (Grèce), résident à Pileos 10, 14562 Kifissia (Grèce).

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BERO INVESTMENT S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2015140663/20.

(150153156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Lux Renewinvest Sun, Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 161.407.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 13. Mai 2015

Die Generalversammlung hat beschlossen, das Mandat des zugelassenen Wirtschaftsprüfers (réviseur d'entreprises agréé), AVEGA Revision S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 144983 bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre im Jahr 2016 zu verlängern.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015140935/12.

(150152985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Grey Grafton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 157.632.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015139582/10.

(150151831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

CdR Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CHF 172.030,00.**

Siège social: L-1221 Luxembourg, 169, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 184.760.

EXTRAIT

- Monsieur Nicolas Mille a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie B de la société avec effet au 1^{er} juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CDR CAPITAL S.A R.L.
Un mandataire

Référence de publication: 2015140677/14.

(150153066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

BOP (99 Bishopsgate) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 171.108.

Par résolutions signées en date du 4 août 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Sara Speed, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Référence de publication: 2015140671/15.

(150153228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Bâloise Assurances Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 68.065.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire le 13.8.2015

Résolution unique

L'Assemblée nomme, sur proposition du Conseil d'Administration, Monsieur Alain NICOLAI, né le 10 octobre 1964 à Luxembourg, demeurant à L-8021 Strassen, 34, rue de l'indépendance, comme nouvel administrateur de la société, avec effet immédiat, pour une durée de 8 mois. Son mandat expirera donc à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2015.

Daniel FRANK
Administrateur

Référence de publication: 2015140646/15.

(150153266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Aliaxis Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 164.948.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Référence de publication: 2015140581/10.

(150153059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Danub SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 156.660.

La Convention de Domiciliation, conclue en date du 06/03/2012 avec la Société Anonyme DANUB S.A. précédemment avec Siège social à L - 1724 Luxembourg, 11A, boulevard Prince Henri, R.C.S. Luxembourg B 156.660, a été résiliée avec effet au 30/07/2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/07/2015.

SOCIETE GENERALE BANK & TRUST

Référence de publication: 2015140741/13.

(150153202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Dubaian Investment Opportunity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 132.130.

Il résulte des décisions de l'associé unique de la Société en date du 17 août 2015:

1. Ernst & Young Luxembourg est relevé de ses fonctions comme réviseur d'entreprises agréé avec effet au 1^{er} Janvier 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015140748/14.

(150153001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Cofinimmo Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 100.044.

Extrait des décisions prises dans la forme circulaire par le conseil d'administration avec effet au 28 juillet 2015

1. Monsieur David ARENDT a été nommé comme président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour COFINIMMO LUXEMBOURG S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015140710/14.

(150153562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Famar Société Anonyme de Participations et d'Administration d'Entreprises Pharmaceutiques, Société Anonyme.

Capital social: EUR 28.784.463,96.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 111.772.

EXTRAIT

En date du 14 juillet 2015, l'actionnaire unique de la société a pris la résolution suivante:

Renouveler le mandat de réviseur d'entreprises pour une durée qui expirera à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015140802/13.

(150153117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Famar Société Anonyme de Participations et d'Administration d'Entreprises Pharmaceutiques, Société Anonyme.**Capital social: EUR 28.784.463,96.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 111.772.

EXTRAIT

Il est à noter que le siège social du réviseur d'entreprises de la Société, à savoir PricewaterhouseCoopers est désormais 2, rue Gerhard Mercator L-2182 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015140803/12.

(150153117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Famar Société Anonyme de Participations et d'Administration d'Entreprises Pharmaceutiques, Société Anonyme.**Capital social: EUR 28.784.463,96.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 111.772.

Extrait des Résolutions prises par le conseil d'administration en date du 14 juillet 2015

Les administrateurs ont pris la décision de transférer le siège social de la Société du 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg au 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg et ce avec effet en date du 1^{er} août 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015140804/12.

(150153489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Famar Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 191.373.

Extrait des Résolutions prises par le conseil de gérance en date du 14 juillet 2015

Les gérants ont pris la décision de transférer le siège social de la Société du 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg au 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg et ce avec effet en date du 1^{er} août 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015140801/12.

(150153492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

G Finance Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 105.423.

I. Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 12 mai 2015, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de François Desreumaux, avec adresse au 59, montée Saint-Crepin, L-1365 Luxembourg, au mandat d'administrateur, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016;

2. Acceptation de la démission d'Yves Cacclin, avec adresse au 11, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, de son mandat d'administrateur, avec effet immédiat.

II. Lors du conseil d'administration tenu en date du 25 juin 2015, les administrateurs ont décidé de transférer le siège social de la Société du 32-36, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1^{er} juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2015.

Référence de publication: 2015140821/18.

(150153121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Fairacre Properties (Lux) 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 110.860.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 août 2015.

Référence de publication: 2015140790/10.

(150153269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Montalcino Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 8, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 54.587.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2014 tenue à 11.00 heures
le 5 mai 2015*

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, à savoir:

administrateurs:

- Mme Bourkel Anique, 8, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg;
- M. Bourkel Michel, 8, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg;
- M. Vancheri Alexandre, 8, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg;

administrateur-délégué:

- Mme Bourkel Anique, 8, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg;

commissaire aux comptes:

- Wilbur Associates Ltd, IBC 185200, Union Court Building, Elizabeth Avenue & Shirley Street S-E2, Nassau, Bahamas, N-8188;

qui tous acceptent, pour l'exercice social 2015 et jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Référence de publication: 2015140994/22.

(150153462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Al Alabama & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 198.072.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139934/10.

(150152169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Bock Capital Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 128.538.

Les statuts coordonnés au 30/07/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/08/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015139987/12.

(150152743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

AI Global Investments & CY S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 140.619.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139935/10.

(150152158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

AI Global Investments GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 186.176.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139936/10.

(150152153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

AI Lake (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 191.566.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139937/10.

(150152173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

AI Lake (Luxembourg) Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 191.795.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139938/10.

(150152176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Giga Tubes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-3548 Dudelange, 15, rue Ribeschpont.

R.C.S. Luxembourg B 162.167.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales du 11 juin 2015 entre GIGA Soparfi S.à r.l. et Monsieur Fernand KIFFER, né le 27 août 1949 demeurant à L-3548 Dudelange, 15, rue Ribeschpont, GiGA Soparfi S.à r.l. a cédée 100 parts sociales de la Société à Monsieur Fernand KIFFER, avec effet immédiat en présence de GIGA Soparfi S.à r.l. une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant approuvée la prédite cession.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015140844/14.

(150153355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

ADF GLF LUX A2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 199.397.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the sixth of August.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Mr. Charles MEYER, Economist, born in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), on 19 April 1969, residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg,

here duly represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by all the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which it forms:

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a société à responsabilité limitée, under the name of "ADF GLF LUX A2 S.à r.l."

The Company is established for an undetermined period.

The registered office of the company is established in Luxembourg-City, Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies and proceed to the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind and administrate, develop and manage its portfolio. The Company may hold interests in partnerships. The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In a general fashion the Company may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry-out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on movable property.

The Company's purpose is furthermore, for its own purpose, the acquisition, sale, administration and renting of any real estate property, both in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), consisting of the following shares:

- a) Twelve thousand four hundred ten (12,410) class A shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- b) Ten (10) class B shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- c) Ten (10) class C shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- d) Ten (10) class D shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- e) Ten (10) class E shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- f) Ten (10) class F shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- g) Ten (10) class G shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- h) Ten (10) class H shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- i) Ten (10) class I shares with a par value of one euro (EUR 1) each; and
- j) Ten (10) class J shares with a par value of one euro (EUR 1) each.

Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

4.1 Classes of shares

(1) The class A shares

(a) All class A shares shall be identical in all respects. All class A shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class A shares.

(b) Each class A share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(2) The class B shares

(a) All class B shares shall be identical in all respects. All class B shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class B shares.

(b) Each class B share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(3) The class C shares

(a) All class C shares shall be identical in all respects. All class C shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class C shares.

(b) Each class C share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(4) The class D shares

(a) All class D shares shall be identical in all respects. All class D shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class D shares.

(b) Each class D share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(5) The class E shares

(a) All class E shares shall be identical in all respects. All class E shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class E shares.

(b) Each class E share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(6) The class F shares

(a) All class F shares shall be identical in all respects. All class F shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class F shares.

(b) Each class F share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(7) The class G shares

(a) All class G shares shall be identical in all respects. All class G shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class G shares.

(b) Each class G share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(8) The class H shares

(a) All class H shares shall be identical in all respects. All class H shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class H shares.

(b) Each class H share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(9) The class I shares

(a) All class I shares shall be identical in all respects. All class I shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class I shares.

(b) Each class I share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(10) The class J shares

(a) All class J shares shall be identical in all respects. All class J shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class J shares.

(b) Each class J share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

4.2 All shares shall vote together and, except as may be required by law or set forth in these articles, the holders of any separate class of shares shall not be entitled to vote separately on any matter.

4.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

4.4 A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital, in accordance with these articles of association.

4.5 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

4.6 The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

4.7 The Company's shares are in registered form.

4.8 The class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares and class J shares shall not be convertible into other classes of shares.

4.9 The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

4.10 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including the cancellation of all the shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of shares, such cancellations and repurchases of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the class J shares).

4.11 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of shares (in the order provided for in article 4.10), such class of shares gives the right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the board of managers) and the holders of shares of the repurchased and cancelled class of shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class held by them and cancelled.

4.12 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be repurchased and cancelled.

4.13 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares. The Total Cancellation Amount for each class A, class B, class C, class D, class E, class F, class G, class H, class I, and class J shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the board of managers provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount. The board of managers can choose to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount, the freely distributable share premium either in part or in totality.

4.14 The Available Amount shall be the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits and share premium) to the extent the shareholder of the relevant class of shares would have been entitled to dividend distributions according to article 13 of these articles of association, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), (ii) any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts and (iii) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$. Whereby: AA= Available Amount; NP= net profits (including carried forward profits and share premium); P= any freely distributable reserves; CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled; L= losses (including carried forward losses); LR = any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles; LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

4.15 Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

4.16 Fractional shares may be issued up to three decimal places and shall carry rights in proportion to the fraction of a share they represent but shall carry no voting rights except to the extent their number is so that they represent a whole share.

Art. 5. Any regularly constituted meeting of shareholders of the company shall represent the entire body of shareholders of the company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the company.

The holding of general meetings of shareholders shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 6. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies and amendments thereto, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law and by these articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in written (mail or fax).

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of these articles shall not validly deliberate unless at least two thirds of the share capital are present or represented and the agenda indicates the proposed amendments to the articles of incorporation. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by these articles of incorporation or by the law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of capital present or represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two third of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the shareholders present and voting.

The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 7. The Company is managed by a board of managers (conseil de gérance), composed of at least one category A manager and two category B managers, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) need not to be shareholder(s).

The managers shall be dismissed at any time “ad nutum” (without any reason).

Art. 8. The board of managers shall meet as often as the Company’s interests so requires or upon call by any manager, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall be set forth in the notice of the meeting.

No notice shall be required if all members of the board of managers are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager before a meeting. Separate written notices shall not be required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the board of managers.

A manager may grant a written power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the board of managers.

The board of managers may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers shall be validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the board of managers shall be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other at all times of the meeting. The participation by such means shall be deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding as if passed at a board of managers meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

Art. 9. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers.

The board of managers shall not sell and/or assign companies or legal entities in which participation is held by the Company without the prior written approval of the shareholders' meeting of the Company held with a quorum of at least two thirds of the total share capital of the Company present or represented and approving the relevant resolutions with the favourable vote of at least two thirds of the total share capital of the Company.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the company and the representation of the company for such management and affairs, to any member or members of the board, managers, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the board shall determine.

It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be managers, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 10. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of at least an A manager and at least a B manager of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated.

Art. 11. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, in accordance with article 200 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Art. 12. The accounting year of the company shall begin on January 1st of each year and shall terminate on December 31st.

Art. 13.

13.1 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

13.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

13.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

13.4 Under the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

13.5 In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows:

(a) an amount determined pursuant to paragraph 13.6 of this Article shall be distributed equally to all shareholders of each class of shares, pro rata to their shares, then, (b) the balance of the total distributable amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. class J shares, class I shares, class H shares, class G shares, class F shares, class E shares, class D shares, class C shares, class B shares, and if only class A shares are in existence, class A shares).

13.6 The amount indicated under paragraph 13.5 point (a) of this Article shall be determined as follows:

(i) holders of class A shares shall be entitled to an amount equal to zero point six percent (0.60%) of the nominal value of each class A share;

(ii) holders of class B shares shall be entitled to an amount equal to zero point five five percent (0.55%) of the nominal value of each class B share;

(iii) holders of class C shares shall be entitled to an amount equal to zero point five percent (0.50%) of the nominal value of each class C share;

(iv) holders of class D shares shall be entitled to an amount equal to zero point four five percent (0.45%) of the nominal value of each class D share;

(v) holders of class E shares shall be entitled to an amount equal to zero point four percent (0.40%) of the nominal value of each class E share;

(vi) holders of class F shares shall be entitled to an amount equal to zero point three five percent (0.35%) of the nominal value of each class F share;

(vii) holders of class G shares shall be entitled to an amount equal to zero point three percent (0.30%) of the nominal value of each class G share;

(viii) holders of class H shares shall be entitled to an amount equal to zero point two five percent (0.25%) of the nominal value of each class H share;

(ix) holders of class I shares shall be entitled to an amount equal to zero point two percent (0.20%) of the nominal value of each class I share;

(x) holders of class J shares shall be entitled to an amount equal to zero point one five percent (0.15%) of the nominal value of each class J share.

If the dividends referred to above are not declared or paid during one or more particular years, the fixed dividends entitlement shall continue to accrue.

Art. 14. The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

Art. 15. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders taking into account the rules on the allocation of profits to the different classes of shares as set out under Article 13.

Art. 16. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Transitory provision

- 1) The first accounting year shall start on the date of the incorporation and end on December 31st, 2015.
- 2) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The subscriber has subscribed a number of shares and has paid in cash the amount as mentioned hereafter:

Subscriber	Subscribed capital	Paid-in capital	Number of shares
Mr. Charles MEYER	12,500	12,500	12,500
TOTAL:	12,500	12,500	12,500

Proof of such payment has been given to the undersigned notary, so that the amount of EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred euro) is as of now available to the company.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10th, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-)

General meeting of shareholders

The appearing person, represented as stated above, representing the entire subscribed capital, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, he has passed the following resolutions.

1. The Company will be managed by the following managers for an unlimited duration:

Category A Manager

Mr. Young Tak KIM, born on 7 September 1970 in Seoul, Republic of Korea, residing professionally at 10F Seoul Finance Center, Taepyeongro 1-ga, Jung-gu Seoul, Korea 100-768;

Category B Manager

Mr. John WANTZ, manager, born on 17 May 1966 in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) with professional address at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg); and

Mr. Sven REIN, manager, born on 3 November 1967 in Wiesbaden (Germany) with professional address at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

2. The address of the Company is set at 121, avenue de la Faïencerie, L1511 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, he signed together with the notary the present original deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am sechsten August.

Vor dem unterschriebenen Notar Maître Jean SECKLER, mit Amtssitz in Junglinster (Großherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Herr Charles MEYER, geboren in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), am 19. April 1969, Ökonom, mit beruflicher Anschrift in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, hier vertreten durch Herrn Henri DA CRUZ, Privatbeamter, beruflich ansässig in Junglinster, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht.

Vorgenannte Vollmacht wird nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den Vertreter des Erschienenen und dem amtierenden Notar, der gegenwärtigen Urkunde als Anlage zum Zwecke der Registrierung beigelegt.

Die erschienene Person, vertreten wie zuvor angegeben, ersuchte den unterzeichneten Notar, wie folgt die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt aufzusetzen:

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, die später Anteilseigner der Gesellschaft werden, wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet unter der Bezeichnung „ADF GLF LUX A2 S.à r.l.“.

Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Besitz von Beteiligungen in jeglicher Form in anderen luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie der Erwerb mittels Ankauf, Zeichnung, oder sonst wie, ebenso wie die Übertragung durch Verkauf, Austausch oder anderweitig von Anteilen, Schuldverschreibungen, Schuldforderungen, Anleihen und anderen Wertpapieren jeglicher Art, sowie die Verwaltung und die Förderung ihres Portfolios. Die Gesellschaft kann ebenfalls Anteile in Personengesellschaften besitzen. Die Gesellschaft kann Kredite jeglicher Art aufnehmen und die Ausgabe von Schuldverschreibungen sowie Anleihepapieren durchführen.

Generell kann sie verbundenen Gesellschaften jede Art von Unterstützung gewähren, jede Kontroll- und Aufsichtsmaßnahme wahrnehmen und jede Tätigkeit, die der Verwirklichung und der Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich sind, durchführen.

Die Gesellschaft kann jede kaufmännische, industrielle oder finanzielle Tätigkeit ausüben, ebenso wie jegliche Geschäftstätigkeit im Mobilienbereich.

Der Zweck der Gesellschaft ist desweiteren, den Kauf, den Verkauf, die Verwaltung und das Vermieten zum eigenen Zweck, jeglicher Immobilie, sowohl in Luxemburg als auch im Ausland.

Art. 3. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12,500) bestehend aus den folgenden Geschäftsanteilen:

(a) zwölftausend vierhundertzehn (12,410) Geschäftsanteile der Kategorie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(b) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie B mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(c) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie C mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(d) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie D mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(e) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie E mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(f) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie F mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(g) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie G mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(h) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie H mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(i) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie I mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1); und

(j) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie J mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Stammkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Generalversammlung, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 4. Das Stammkapital der Gesellschaft ist in Geschäftsanteile mit jeweils demselben Nominalwert aufgeteilt.

4.1. Anteilskategorien

(1) Geschäftsanteile der Kategorie A

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie A sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie A zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie A.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie A berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(2) Geschäftsanteile der Kategorie B

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie B sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie B zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie B.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie B berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(3) Geschäftsanteile der Kategorie C

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie C sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie C zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie C.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie C berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(4) Geschäftsanteile der Kategorie D

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie D sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie D zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie D.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie D berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(5) Geschäftsanteile der Kategorie E

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie E sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie E zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie E.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie E berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(6) Geschäftsanteile der Kategorie F

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie F sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie F zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie F.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie F berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(7) Geschäftsanteile der Kategorie G

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie G sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie G zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie G.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie G berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(8) Geschäftsanteile der Kategorie H

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie H sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie H zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie H.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie H berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(9) Geschäftsanteile der Kategorie I

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie I sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie I zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie I.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie I berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(10) Geschäftsanteile der Kategorie J

(c) Alle Geschäftsanteile der Kategorie J sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie J zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie J.

(d) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie J berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

4.2 Alle Anteile wählen zusammen und die Anteilsinhaber einer einzelnen Anteilsklasse sind, wenn nicht durch Gesetz oder in dieser Satzung etwas anderes bestimmt wird, nicht dazu berechtigt, separat über eine Angelegenheit abzustimmen.

4.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei die Anzahl der Gesellschafter auf vierzig (40) beschränkt ist, sofern sich nicht aus dem Gesetz etwas anderes ergibt.

4.4. Das Recht eines Anteilsinhaber am Vermögen und Gewinn der Gesellschaft verhält sich, in Übereinstimmung mit dieser Satzung, proportional zur Anzahl der von ihm in der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

4.5 Durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs oder ein anderes ähnliches Ereignis betreffend den alleinigen Gesellschafter, falls anwendbar, oder jeden anderen Gesellschafter soll die Gesellschaft nicht aufgelöst werden.

4.6. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen oder zurücknehmen, vorausgesetzt, die zurückgekauften oder zurückgenommenen Geschäftsanteile werden sofort gelöscht und das Stammkapital entsprechend herabgesetzt.

4.7. Die Geschäftsanteile der Gesellschaft werden in eingetragener Form ausgegeben.

4.8. Keiner der Geschäftsanteile der Kategorie A, der Kategorie B, der Kategorie C, der Kategorie D, der Kategorie E, der Kategorie F, der Kategorie G, der Kategorie H, der Kategorie I und der Kategorie J kann in einen Geschäftsanteil einer anderen Kategorie umgewandelt werden.

4.9. Das Stammkapital der Gesellschaft kann durch unter den für die Satzungsänderungen erforderlichen Voraussetzungen gefassten Beschluss der Gesellschafter erhöht oder herabgesetzt werden.

4.10. Das Stammkapital kann durch Löschung von Geschäftsanteilen oder durch Löschung einer oder mehrerer Klassen von Geschäftsanteilen durch Rückkauf und Löschung aller in der/den betreffenden Klasse(n) ausgegebenen Geschäftsanteile herabgesetzt werden. Der Rückkauf und die Löschung einer oder mehrerer Kategorien von Geschäftsanteilen erfolgt in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (beginnend mit den Geschäftsanteilen der Kategorie J).

4.11. Im Falle der Herabsetzung des Stammkapitals durch Rückkauf und Löschung einer Kategorie von Geschäftsanteilen (in der in Artikel 4.10 dieser Satzung vorgesehenen Reihenfolge) soll der verfügbare Betrag (der jedoch nicht den Löschungsgesamtbetrag überschreiten soll) an die Inhaber der Geschäftsanteile dieser Kategorie pro rata zu ihrer jeweiligen Beteiligung an der entsprechenden Kategorie von Geschäftsanteilen ausgezahlt werden und jeder Anteilsinhaber soll von der Gesellschaft für jeden von ihm gehaltenen gelöschten Geschäftsanteil der entsprechenden Kategorie einen Betrag in der Höhe des Löschungswerts pro Geschäftsanteil ausgezahlt bekommen.

4.12. Der Löschungswert pro Geschäftsanteil entspricht dem Löschungsgesamtbetrag, geteilt durch die Gesamtzahl der in der betreffenden Klasse ausgegebenen Geschäftsanteile.

4.13. Den Löschungsgesamtbetrag bestimmt der Geschäftsführerrat auf der Grundlage der Zwischenkonten der Gesellschaft. Die Zwischenkonten dürfen am Tage des Rückkaufs und der Löschung der betreffenden Kategorie von Geschäftsanteilen nicht älter sein als acht (8) Tage. Sofern der Geschäftsführer nicht einen anderen Betrag festgesetzt hat entspricht der Löschungsgesamtbetrag für jede einzelne der Kategorie A, der Kategorie B, der Kategorie C, der Kategorie D, der Kategorie E, der Kategorie F, der Kategorie G, der Kategorie H, der Kategorie I und der Kategorie J Kategorien von Geschäftsanteilen dem verfügbaren Betrag der entsprechenden Kategorie zum Zeitpunkt der Löschung dieser Kategorie, mit der Maßgabe dass der Löschungsgesamtbetrag niemals den verfügbaren Betrag übersteigen kann. Es steht im Ermessen des Geschäftsführerrats ob der Löschungsgesamtbetrag ein Teil oder den Gesamtbetrag des zur Ausschüttung verfügbaren Agios beinhalten soll.

4.14. Der verfügbare Betrag entspricht dem Nettogewinn der Gesellschaft (darin inbegriffen Gewinnvorräte und das Agio der Gesellschaft), sofern die Inhaber der Geschäftsanteile der betreffenden Kategorie entsprechend Artikel 13 dieser Satzung zum Erhalt von Dividenden berechtigt gewesen wären, erhöht durch (i) frei ausschüttbare Reserven, und (ii) gegebenenfalls den auf die betreffende zu löschende Kategorie von Geschäftsanteilen anfallenden Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage, aber vermindert durch (i) Verluste der Gesellschaft (inbegriffen Verlustvorräte), (ii) alle Beträge die in Übereinstimmung mit den Vorschriften dieser Satzung oder des Gesetzes und auf Grundlage der Zwischenkonten nicht ausschüttbaren Reserven zuzuführen sind, und (iii) sämtliche angefallenen aber nicht ausgezahlten Dividenden, sofern diese nicht bereits den NG vermindert haben (um eine doppelte Veranschlagung zu vermeiden), so dass: $VB = (NG + R + KH) - (V + GR + AD)$, wobei: VB = verfügbarer Betrag; NG = Nettogewinn (darin enthalten Gewinnvorräte und Agio); R = frei ausschüttbare Reserven; KH = der auf die betreffende zu löschende Kategorie von Geschäftsanteilen anfallenden Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage; V = Verluste (darin enthalten Verlustvorräte); GR = Beträge die in Übereinstimmung mit den Vorschriften dieser Satzung oder des Gesetzes nicht ausschüttbaren Reserven zuzuführen sind; AD = angefallene aber nicht ausgezahlte Dividenden, sofern diese nicht bereits den NG vermindert haben.

4.15. Der Löschungswert pro Geschäftsanteil wird mit dem Rückkauf und der Löschung der Geschäftsanteile der entsprechenden Kategorie zur Auszahlung fällig.

4.16. Bruchteilsanteile können mit bis zu drei Dezimalstellen ausgegeben werden und sollen proportional dieselben Rechte und Pflichten vermitteln wie der ganze Geschäftsanteil, einen Bruchteil desselben sie repräsentieren. Bruchteilsanteile vermitteln keine Stimmrechte, sofern die nicht zusammengefasst einen Geschäftsanteil darstellen.

Art. 5. Jede ordnungsgemäß konstituierte Generalversammlung der Anteilseigner der Gesellschaft vertritt alle Anteilseigner der Gesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu betätigen.

Das Abhalten von Hauptversammlungen ist nicht verpflichtend, solange die Anzahl der Anteilseigner fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt. In diesem Fall soll jeder Anteilseigner den genauen Wortlaut der zu treffenden Beschlüsse oder Entscheidungen erhalten und seine Stimme schriftlich abgeben.

Art. 6. Wenn die Anzahl der Anteilseigner fünfundzwanzig (25) übersteigt, muss in Übereinstimmung mit Artikel 196 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften eine jährliche Hauptversammlung der Anteilseigner am Sitz der Gesellschaft oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg abgehalten werden, wie es in den Einberufungen zu der jeweiligen Versammlung angegeben ist.

Die übrigen Versammlungen können zu der Zeit und an dem Ort abgehalten werden, wie es in den Einberufungen zu der jeweiligen Versammlung angegeben ist.

Die Einberufungen und Abhaltung jeder Hauptversammlung unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen, soweit die vorliegenden Statuten nichts Gegenteiliges anordnen.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, sofern das Gesetz und die vorliegenden Statuten nichts anderes vorsehen. Jeder Anteilseigner kann an den Versammlungen der Anteilseigner auch indirekt teilnehmen in dem er schriftlich (Brief oder Fax) eine andere Person als seinen Bevollmächtigten angibt.

Eine außerordentliche Hauptversammlung im Zusammenhang mit der Änderung der Statuten, ist nur beschlussfähig, wenn mindestens zwei Drittel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und die Tagesordnung die vorgeschlagene Änderung der Statuten enthält. Wenn diese Voraussetzungen nicht erfüllt werden, kann eine zweite Hauptversammlung, unter den Bedingungen der Bestimmung dieser Satzung oder im Einklang mit dem geltenden Recht, einberufen werden. Die Tagesordnung zu dieser zweiten Hauptversammlung muss die gleiche Tagesordnung sowie das Datum und das Ergebnis der vorangegangenen Hauptversammlung enthalten. Die zweite Hauptversammlung ist beschlussfähig unabhängig von dem anwesenden oder vertretenden Gesellschaftskapital. In beiden Hauptversammlungen müssen die Beschlüsse mindestens mit einer zwei Drittel Mehrheit der abgegebenen Stimmen angenommen werden. Stimmen, von Anteilsinhabern, die nicht an der Abstimmung teilgenommen haben, sich der Stimme enthalten haben oder einen leeren oder ungültigen Stimmzettel abgegeben haben, werden nicht gezählt.

Sofern das Gesetz nichts Gegenteiliges anordnet, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlungen der Anteilseigner durch einfache Mehrheit der anwesenden und mitstimmenden Anteilseigner gefasst.

Der Verwaltungsrat kann jede andere Bedingung festlegen welche die Anteilseigner erfüllen müssen um zur Generalversammlung zugelassen zu werden.

Wenn sämtliche Anteilseigner an einer Generalversammlung der Anteilseigner anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung der Generalversammlung im Voraus zu kennen, kann die Generalversammlung ohne Einberufung oder Veröffentlichung stattfinden.

Art. 7. Die Gesellschaft wird durch einen Geschäftsführerrat (conseil de gérants), welcher sich aus mindestens einen Geschäftsführer der Kategorie A und zwei Geschäftsführer der Kategorie B zusammensetzt, verwaltet. Die Geschäftsführer werden durch einen Beschluss des alleinigen Anteilseigners oder durch Sitzung der Anteilseigner ernannt.

Die Geschäftsführer können jederzeit „ad nutum“ (mit oder ohne Grund) abberufen werden.

Art. 8. Der Geschäftsführerrat tritt so oft zusammen, wie die Interessen der Gesellschaft es erfordert oder auf Einladung eines Geschäftsführers an dem Ort und zu der Zeit, die in der Einberufung festgesetzt werden, zusammen.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates erhält wenigstens vierundzwanzig Stunden (24) vor der entsprechende Sitzung eine schriftliche Einladung. In Dringlichkeitsfällen muss diese Frist nicht eingehalten werden.

Auf diese Einladung kann schriftlich verzichtet werden. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Mitglied des Geschäftsführerrates bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Geschäftsführerratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann sich an jeder Sitzung des Geschäftsführerrates vertreten lassen, indem er einem anderen Mitglied schriftlich (Brief oder Fax) Vollmacht erteilt. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann an einer Sitzung im Wege einer Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen.

Der Geschäftsführerrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit der Geschäftsführer bei der Versammlung des Geschäftsführerrates anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden einstimmig von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Geschäftsführern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Geschäftsführerratsitzung gefasster Beschluss. Die Teilnahme steht einer persönlichen durchgehende Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Art. 9. Der Geschäftsführerrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtigen Satzungen der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführerrates.

Der Geschäftsführerrat darf den Verkauf und/oder die Übertragung von Beteiligungen an Gesellschaften oder juristischer Personen nicht ohne vorherige schriftliche Zustimmung der Hauptversammlung der Anteilseigner, die mit mindestens einer Zwei-Drittel-Mehrheit der ausgegebenen Anteile, anwesend oder vertreten, der Gesellschaft gefasst wurde.

Der Geschäftsführerrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der täglichen Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an ein oder mehrere Geschäftsführer oder an eine Einzelperson, welche nicht Geschäftsführer zu sein braucht, übertragen, dessen Befugnisse vom Geschäftsführerrat festgesetzt werden.

Der Geschäftsführerrat kann auch Spezialvollmachten an irgendwelche Personen, die nicht Mitglied des Geschäftsführerrats zu sein brauchen, geben. Er kann Spezialbevollmächtigte sowie Angestellte ernennen und widerrufen, sowie ihre Vergütungen festsetzen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird nach außen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B oder durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift eines im Rahmen der ihm erteilten Vollmachten handelnden Delegierten des Geschäftsführerrats.

Art. 11. Wenn die Zahl der Anteilseigner fünfundzwanzig (25) übersteigt, sollen die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Wirtschaftsprüfer, in Übereinstimmung mit Artikel 200 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, beaufsichtigt werden.

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13.

13.1 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und so lange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beträgt.

13.2. Die durch einen Gesellschafter an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden, wenn der einlegende Gesellschafter dieser Zuführung zustimmt.

13.3. Im Falle einer Herabsetzung des Kapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft im Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie zehn Prozent (10%) des Kapitals nicht übersteigt.

13.4. Unter den gesetzlichen Bedingungen wird die Gesellschafterversammlung beschließen, wie der verbleibende Rest des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß dem Gesetz und diesem Gesellschaftsvertrag verwendet werden soll.

13.5. Im Falle des Beschlusses einer Dividendenauszahlung, soll die Dividende wie folgt ausbezahlt werden: (a) ein Betrag, der gemäß Absatz 13.6 dieses Artikels bestimmt wird, wird gleichmäßig an alle Gesellschafter derselben Anteilsklasse ausgeschüttet, (b) die verbleibende Differenz des gesamten auszuschüttenden Betrages wird vollständig an die Inhaber der Geschäftsanteile der in alphabetischer Reihenfolge letzten Kategorie von Geschäftsanteilen ausgeschüttet (d.h. zuerst Geschäftsanteile der Kategorie J, dann Geschäftsanteile der Kategorie I, dann Geschäftsanteile der Kategorie H, dann Geschäftsanteile der Kategorie G, dann Geschäftsanteile der Kategorie F, dann Geschäftsanteile der Kategorie E, dann Geschäftsanteile der Kategorie D, dann Geschäftsanteile der Kategorie C, dann Geschäftsanteile der Kategorie B, und nur wenn keine weiteren Kategorien von Geschäftsanteilen mehr existieren, Geschäftsanteile der Kategorie A).

13.6 Der in Absatz 13.5 Punkt (a) dieses Paragraph angegebene Betrag wird wie folgt festgelegt:

(i) Inhaber von Anteilen der Kategorie A haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma sechs Prozent (0.60%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie A entspricht;

(ii) Inhaber von Anteilen der Kategorie B haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma fünf fünf Prozent (0.55%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie B entspricht;

(iii) Inhaber von Anteilen der Kategorie C haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma fünf Prozent (0.50%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie C entspricht;

(iv) Inhaber von Anteilen der Kategorie D haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma vier fünf Prozent (0.45%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie D entspricht;

(v) Inhaber von Anteilen der Kategorie E haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma vier Prozent (0.40%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie E entspricht;

(vi) Inhaber von Anteilen der Kategorie F haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma drei fünf Prozent (0.35%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie F entspricht;

(vii) Inhaber von Anteilen der Kategorie G haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma drei Prozent (0.30%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie G entspricht;

(viii) Inhaber von Anteilen der Kategorie H haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma zwei fünf Prozent (0.25%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie H entspricht;

(ix) Inhaber von Anteilen der Kategorie I haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma zwei Prozent (0.20%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie I entspricht;

(x) Inhaber von Anteilen der Kategorie J haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma eins fünf Prozent (0.15%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie J entspricht.

Werden die Dividenden, auf die im obigen Teil Bezug genommen wird, nicht innerhalb eines oder mehrerer bestimmter Jahre angezeigt oder bezahlt, wird der festgelegte Dividendenanspruch weiter anwachsen

Art. 14. Der Geschäftsführerrat oder die Gesellschafterversammlung kann Zwischendividenden zahlen unter der Voraussetzung, dass (i) Zwischenkonten erstellt wurden, nach denen genügend Mittel verfügbar sind, (ii) der auszuschüttende Betrag nicht die Gesamtsumme der Gewinne übersteigt, die seit Abschluss des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss genehmigt wurde, realisiert worden sind, einschließlich vorgetragener Gewinne und Summen, die aus zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen entnommen wurden, abzüglich vorgetragener Verluste und solcher Summen, die

gemäß dem Gesetz oder diesem Gesellschaftsvertrag der Reserve zuzuführen sind, und (iii) der Buchprüfer der Gesellschaft, falls vorhanden, in seinem Bericht an den Geschäftsführerrat erklärt, dass die beiden erstgenannten Bedingungen erfüllt sind.

Das Emissionsagio, falls vorhanden, kann durch Gesellschafterbeschluss oder Beschluss der Geschäftsführer unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Unantastbarkeit des Kapitals und die gesetzliche Rücklage frei an den/die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Art. 15. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt (die natürliche oder juristische Personen sein können), die durch die Generalversammlung die die Auflösung beschlossen hat, unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütung ernannt werden.

Nach Zahlung aller Schulden, etwaiger Kosten der Gesellschaft und der Kosten der Abwicklung wird der Nettobetrag des Liquidationserlöses an die Gesellschafter ausgeschüttet, wobei die Vorschriften der Artikel 13 dieser Satzung hinsichtlich der Verteilung von Gewinnen auf die verschiedenen Anteilskategorien entsprechend anzuwenden sind.

Art. 16. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 2015.
- 2) Zwischendividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Kapitalzeichnung und Einzahlung

Die erschienene Person hat die Anteile wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

ANTEILSEIGNER	GEZEICHNETES KAPITAL EUR	EINGEZAHLTES KAPITAL EUR	ANTEILE
Herr Charles MEYER, vorgeannt	12,500	12,500	12,500
TOTAL:	12,500	12,500	12,500

Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von EUR 12.500 (zwölftausendfünfhundert Euro) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf tausenddreihundert Euro (EUR 1.300,-) abgeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann trat der Erschienenene, vertreten wie zuvor angegeben, der das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen.

Nachdem der Erschienenene, vertreten wie zuvor angegeben, die ordnungsgemäße Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hat, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Gesellschaft wird durch die folgenden Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit, verwaltet:

Geschäftsführer der Kategorie A

Mr. Young Tak KIM, geboren am 7 September 1970 in Seoul, Republik Korea, mit beruflicher Anschrift in 10F Seoul Finance Center, Taepyeongro 1ga, Jung-gu Seoul, Korea 100-768.

Geschäftsführer der Kategorie B

Herr John WANTZ, Geschäftsführer, geboren am 17. May 1966 in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, mit beruflicher Anschrift in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

Herr Sven REIN, Geschäftsführer, geboren am 3. November 1967 in Wiesbaden, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Der Sitz der Gesellschaft ist in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und auch schreibt, fügt hiermit an, dass auf Antrag des Erschienenenen, vertreten wie zuvor angegeben, die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung.

Bei etwaigen Nichtübereinstimmungen der in die deutsche Sprache übersetzten Satzung, hat die englische Fassung Vorrang.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen in Junglinster, Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument dem Vertreter des Erschienenen vorgelesen wurde, unterzeichnet er gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 11 août 2015. Relation GAC/2015/6891. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015139926/675.

(150152709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

ADF GLF LUX A1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 199.368.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the sixth of August.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Mr. Charles MEYER, Economist, born in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), on 19 April 1969, residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg,

here duly represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by all the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which it forms:

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a société à responsabilité limitée, under the name of "ADF GLF LUX A1 S.à r.l."

The Company is established for an undetermined period.

The registered office of the company is established in Luxembourg-City, Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies and proceed to the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind and administrate, develop and manage its portfolio. The Company may hold interests in partnerships. The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In a general fashion the Company may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry-out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on movable property.

The Company's purpose is furthermore, for its own purpose, the acquisition, sale, administration and renting of any real estate property, both in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), consisting of the following shares:

- a) Twelve thousand four hundred ten (12,410) class A shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- b) Ten (10) class B shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- c) Ten (10) class C shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- d) Ten (10) class D shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- e) Ten (10) class E shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- f) Ten (10) class F shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- g) Ten (10) class G shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- h) Ten (10) class H shares with a par value of one euro (EUR 1) each;
- i) Ten (10) class I shares with a par value of one euro (EUR 1) each; and
- j) Ten (10) class J shares with a par value of one euro (EUR 1) each.

Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

4.1 Classes of shares

(1) The class A shares

(a) All class A shares shall be identical in all respects. All class A shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class A shares.

(b) Each class A share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(2) The class B shares

(a) All class B shares shall be identical in all respects. All class B shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class B shares.

(b) Each class B share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(3) The class C shares

(a) All class C shares shall be identical in all respects. All class C shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class C shares.

(b) Each class C share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(4) The class D shares

(a) All class D shares shall be identical in all respects. All class D shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class D shares.

(b) Each class D share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(5) The class E shares

(a) All class E shares shall be identical in all respects. All class E shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class E shares.

(b) Each class E share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(6) The class F shares

(a) All class F shares shall be identical in all respects. All class F shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class F shares.

(b) Each class F share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(7) The class G shares

(a) All class G shares shall be identical in all respects. All class G shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class G shares.

(b) Each class G share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(8) The class H shares

(a) All class H shares shall be identical in all respects. All class H shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class H shares.

(b) Each class H share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(9) The class I shares

(a) All class I shares shall be identical in all respects. All class I shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class I shares.

(b) Each class I share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(10) The class J shares

(a) All class J shares shall be identical in all respects. All class J shares shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such class J shares.

(b) Each class J share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

4.2 All shares shall vote together and, except as may be required by law or set forth in these articles, the holders of any separate class of shares shall not be entitled to vote separately on any matter.

4.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

4.4 A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital, in accordance with these articles of association.

4.5 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

4.6 The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

4.7 The Company's shares are in registered form.

4.8 The class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares and class J shares shall not be convertible into other classes of shares.

4.9 The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

4.10 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including the cancellation of all the shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of shares, such cancellations and repurchases of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the class J shares).

4.11 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of shares (in the order provided for in article 4.10), such class of shares gives the right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the board of managers) and the holders of shares of the repurchased and cancelled class of shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class held by them and cancelled.

4.12 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be repurchased and cancelled.

4.13 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares. The Total Cancellation Amount for each class A, class B, class C, class D, class E, class F, class G, class H, class I, and class J shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the board of managers provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount. The board of managers can choose to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount, the freely distributable share premium either in part or in totality.

4.14 The Available Amount shall be the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits and share premium) to the extent the shareholder of the relevant class of shares would have been entitled to dividend distributions according to article 13 of these articles of association, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses), (ii) any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts and (iii) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$. Whereby: AA= Available Amount; NP= net profits (including carried forward profits and share premium); P= any freely distributable reserves; CR= the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled; L= losses (including carried forward losses); LR= any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles; LD= any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

4.15 Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

4.16 Fractional shares may be issued up to three decimal places and shall carry rights in proportion to the fraction of a share they represent but shall carry no voting rights except to the extent their number is so that they represent a whole share.

Art. 5. Any regularly constituted meeting of shareholders of the company shall represent the entire body of shareholders of the company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the company.

The holding of general meetings of shareholders shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 6. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies and amendments thereto, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law and by these articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in written (mail or fax).

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of these articles shall not validly deliberate unless at least two thirds of the share capital are present or represented and the agenda indicates the proposed amendments to the articles of incorporation. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by these articles of incorporation or by the law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of capital present or represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two third of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the shareholders present and voting.

The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 7. , The Company is managed by a board of managers (conseil de gérance), composed of at least one category A manager and two category B managers, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) need not to be shareholder(s).

The managers shall be dismissed at any time “ad nutum” (without any reason).

Art. 8. The board of managers shall meet as often as the Company’s interests so requires or upon call by any manager, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall be set forth in the notice of the meeting.

No notice shall be required if all members of the board of managers are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager before a meeting. Separate written notices shall not be required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the board of managers.

A manager may grant a written power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the board of managers.

The board of managers may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers shall be validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the board of managers shall be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other at all times of the meeting. The participation by such means shall be deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding as if passed at a board of managers meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

Art. 9. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company’s interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers.

The board of managers shall not sell and/or assign companies or legal entities in which participation is held by the Company without the prior written approval of the shareholders' meeting of the Company held with a quorum of at least two thirds of the total share capital of the Company present or represented and approving the relevant resolutions with the favourable vote of at least two thirds of the total share capital of the Company.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the company and the representation of the company for such management and affairs, to any member or members of the board, managers, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the board shall determine.

It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be managers, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 10. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of at least an A manager and at least a B manager of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated.

Art. 11. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, in accordance with article 200 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Art. 12. The accounting year of the company shall begin on January 1st of each year and shall terminate on December 31st.

Art. 13.

13.1 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

13.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

13.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

13.4 Under the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

13.5 In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows:

(a) an amount determined pursuant to paragraph 13.6 of this Article shall be distributed equally to all shareholders of each class of shares, pro rata to their shares, then, (b) the balance of the total distributable amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. class J shares, class I shares, class H shares, class G shares, class F shares, class E shares, class D shares, class C shares, class B shares, and if only class A shares are in existence, class A shares).

13.6 The amount indicated under paragraph 13.5 point (a) of this Article shall be determined as follows:

(i) holders of class A shares shall be entitled to an amount equal to zero point six percent (0.60%) of the nominal value of each class A share;

(ii) holders of class B shares shall be entitled to an amount equal to zero point five five percent (0.55%) of the nominal value of each class B share;

(iii) holders of class C shares shall be entitled to an amount equal to zero point five percent (0.50%) of the nominal value of each class C share;

(iv) holders of class D shares shall be entitled to an amount equal to zero point four five percent (0.45%) of the nominal value of each class D share;

(v) holders of class E shares shall be entitled to an amount equal to zero point four percent (0.40%) of the nominal value of each class E share;

(vi) holders of class F shares shall be entitled to an amount equal to zero point three five percent (0.35%) of the nominal value of each class F share;

(vii) holders of class G shares shall be entitled to an amount equal to zero point three percent (0.30%) of the nominal value of each class G share;

(viii) holders of class H shares shall be entitled to an amount equal to zero point two five percent (0.25%) of the nominal value of each class H share;

(ix) holders of class I shares shall be entitled to an amount equal to zero point two percent (0.20%) of the nominal value of each class I share;

(x) holders of class J shares shall be entitled to an amount equal to zero point one five percent (0.15%) of the nominal value of each class J share.

If the dividends referred to above are not declared or paid during one or more particular years, the fixed dividends entitlement shall continue to accrue.

Art. 14. The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

Art. 15. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders taking into account the rules on the allocation of profits to the different classes of shares as set out under Article 13.

Art. 16. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Transitory provision

- 1) The first accounting year shall start on the date of the incorporation and end on December 31st, 2015.
- 2) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The subscriber has subscribed a number of shares and has paid in cash the amount as mentioned hereafter:

Subscriber	Subscribed capital	Paid-in capital	Number of shares
Mr. Charles MEYER	12,500	12,500	12,500
TOTAL:	12,500	12,500	12,500

Proof of such payment has been given to the undersigned notary, so that the amount of EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred euro) is as of now available to the company.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10th, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-)

General meeting of shareholders

The appearing person, represented as stated above, representing the entire subscribed capital, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, he has passed the following resolutions.

1. The Company will be managed by the following managers for an unlimited duration:

Category A Manager

Mr. Woo Young KANG, manager, born on 19 January 1972 in Seoul, Republic of Korea, residing professionally at 10F Seoul Finance Center, Taepyeongro 1-ga, Jung-gu Seoul, Korea 100-768;

Category B Manager

Mr. John WANTZ, manager, born on 17 May 1966 in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) with professional address at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg); and

Mr. Sven REIN, manager, born on 3 November 1967 in Wiesbaden (Germany) with professional address at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

2. The address of the Company is set at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, he signed together with the notary the present original deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am sechsten August.

Vor dem unterschriebenen Notar Maître Jean SECKLER, mit Amtssitz in Junglinster (Großherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Herr Charles MEYER, geboren in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), am 19. April 1969, Ökonom, mit beruflicher Anschrift in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, hier vertreten durch Herrn Henri DA CRUZ, Privatbeamter, beruflich ansässig in Junglinster, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht.

Vorgenannte Vollmacht wird nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den Vertreter des Erschienenen und dem amtierenden Notar, der gegenwärtigen Urkunde als Anlage zum Zwecke der Registrierung beigefügt.

Die erschienene Person, vertretene wie zuvor angegeben, ersuchte den unterzeichneten Notar, wie folgt die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt aufzusetzen:

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, die später Anteilseigner der Gesellschaft werden, wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet unter der Bezeichnung "ADF GLF LUX A1 S.à r.l."

Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Besitz von Beteiligungen in jeglicher Form in anderen luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie der Erwerb mittels Ankauf, Zeichnung, oder sonst wie, ebenso wie die Übertragung durch Verkauf, Austausch oder anderweitig von Anteilen, Schuldverschreibungen, Schuldforderungen, Anleihen und anderen Wertpapieren jeglicher Art, sowie die Verwaltung und die Förderung ihres Portfolio. Die Gesellschaft kann ebenfalls Anteile in Personengesellschaften besitzen. Die Gesellschaft kann Kredite jeglicher Art aufnehmen und die Ausgabe von Schuldverschreibungen sowie Anleihepapieren durchführen.

Generell kann sie verbundenen Gesellschaften jede Art von Unterstützung gewähren, jede Kontroll- und Aufsichtsmaßnahme wahrnehmen und jede Tätigkeit, die der Verwirklichung und der Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich sind, durchführen.

Die Gesellschaft kann jede kaufmännische, industrielle oder finanzielle Tätigkeit ausüben, ebenso wie jegliche Geschäftstätigkeit im Mobilienbereich.

Der Zweck der Gesellschaft ist desweiteren, den Kauf, den Verkauf, die Verwaltung und das Vermieten zum eigenen Zweck, jeglicher Immobilie, sowohl in Luxemburg als auch im Ausland.

Art. 3. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12,500) bestehend aus den folgenden Geschäftsanteilen:

(a) zwölftausend vierhundertzehn (12,410) Geschäftsanteile der Kategorie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(b) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie B mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(c) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie C mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(d) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie D mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(e) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie E mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(f) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie F mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(g) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie G mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(h) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie H mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1);

(i) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie I mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1); und

(j) zehn (10) Geschäftsanteile der Kategorie J mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Stammkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Generalversammlung, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 4. Das Stammkapital der Gesellschaft ist in Geschäftsanteile mit jeweils demselben Nominalwert aufgeteilt.

4.1. Anteilskategorien

(1) Geschäftsanteile der Kategorie A

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie A sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie A zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie A.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie A berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(2) Geschäftsanteile der Kategorie B

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie B sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie B zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie B.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie B berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(3) Geschäftsanteile der Kategorie C

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie C sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie C zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie C.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie C berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(4) Geschäftsanteile der Kategorie D

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie D sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie D zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie D.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie D berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(5) Geschäftsanteile der Kategorie E

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie E sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie E zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie E.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie E berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(6) Geschäftsanteile der Kategorie F

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie F sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie F zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie F.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie F berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(7) Geschäftsanteile der Kategorie G

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie G sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie G zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie G.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie G berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(8) Geschäftsanteile der Kategorie H

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie H sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie H zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie H.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie H berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(9) Geschäftsanteile der Kategorie I

(a) Alle Geschäftsanteile der Kategorie I sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie I zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie I.

(b) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie I berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

(10) Geschäftsanteile der Kategorie J

(c) Alle Geschäftsanteile der Kategorie J sind mit den gleichen Rechten ausgestattet. Die Ausschüttung beziehungsweise Verteilung von den Geschäftsanteilen der Kategorie J zugeordneten Dividenden und Aktiva erfolgt anteilig auf alle Geschäftsanteile der Kategorie J.

(d) Jeder Geschäftsanteil der Kategorie J berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten über die die Gesellschafter der Gesellschaft abzustimmen berechtigt sind.

4.2 Alle Anteile wählen zusammen und die Anteilsinhaber einer einzelnen Anteilsklasse sind, wenn nicht durch Gesetz oder in dieser Satzung etwas anderes bestimmt wird, nicht dazu berechtigt, separat über eine Angelegenheit abzustimmen.

4.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei die Anzahl der Gesellschafter auf vierzig (40) beschränkt ist, sofern sich nicht aus dem Gesetz etwas anderes ergibt.

4.4. Das Recht eines Anteilsinhaber am Vermögen und Gewinn der Gesellschaft verhält sich, in Übereinstimmung mit dieser Satzung, proportional zur Anzahl der von ihm in der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

4.5 Durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs oder ein anderes ähnliches Ereignis betreffend den alleinigen Gesellschafter, falls anwendbar, oder jeden anderen Gesellschafter soll die Gesellschaft nicht aufgelöst werden.

4.6. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen oder zurücknehmen, vorausgesetzt, die zurückgekauften oder zurückgenommenen Geschäftsanteile werden sofort gelöscht und das Stammkapital entsprechend herabgesetzt.

4.7. Die Geschäftsanteile der Gesellschaft werden in eingetragener Form ausgegeben.

4.8. Keiner der Geschäftsanteile der Kategorie A, der Kategorie B, der Kategorie C, der Kategorie D, der Kategorie E, der Kategorie F, der Kategorie G, der Kategorie H, der Kategorie I und der Kategorie J kann in einen Geschäftsanteil einer anderen Kategorie umgewandelt werden.

4.9. Das Stammkapital der Gesellschaft kann durch unter den für die Satzungsänderungen erforderlichen Voraussetzungen gefassten Beschluss der Gesellschafter erhöht oder herabgesetzt werden.

4.10. Das Stammkapital kann durch Löschung von Geschäftsanteilen oder durch Löschung einer oder mehrerer Klassen von Geschäftsanteilen durch Rückkauf und Löschung aller in der/den betreffenden Klasse(n) ausgegebenen Geschäftsanteile herabgesetzt werden. Der Rückkauf und die Löschung einer oder mehrerer Kategorien von Geschäftsanteilen erfolgt in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (beginnend mit den Geschäftsanteilen der Kategorie J).

4.11. Im Falle der Herabsetzung des Stammkapitals durch Rückkauf und Löschung einer Kategorie von Geschäftsanteilen (in der in Artikel 4.10 dieser Satzung vorgesehenen Reihenfolge) soll der verfügbare Betrag (der jedoch nicht den Löschungsgesamtbetrag überschreiten soll) an die Inhaber der Geschäftsanteile dieser Kategorie pro rata zu ihrer jeweiligen Beteiligung an der entsprechenden Kategorie von Geschäftsanteilen ausgezahlt werden und jeder Anteilsinhaber soll von der Gesellschaft für jeden von ihm gehaltenen gelöschten Geschäftsanteil der entsprechenden Kategorie einen Betrag in der Höhe des Löschungswerts pro Geschäftsanteil ausgezahlt bekommen.

4.12 Der Löschungswert pro Geschäftsanteil entspricht dem Löschungsgesamtbetrag, geteilt durch die Gesamtzahl der in der betreffenden Klasse ausgegebenen Geschäftsanteile.

4.13 Den Löschungsgesamtbetrag bestimmt der Geschäftsführerrat auf der Grundlage der Zwischenkonten der Gesellschaft. Die Zwischenkonten dürfen am Tage des Rückkaufs und der Löschung der betreffenden Kategorie von Geschäftsanteilen nicht älter sein als acht (8) Tage. Sofern der Geschäftsführer nicht einen anderen Betrag festgesetzt hat entspricht der Löschungsgesamtbetrag für jede einzelne der Kategorie A, der Kategorie B, der Kategorie C, der Kategorie D, der Kategorie E, der Kategorie F, der Kategorie G, der Kategorie H, der Kategorie I und der Kategorie J Kategorien von Geschäftsanteilen dem verfügbaren Betrag der entsprechenden Kategorie zum Zeitpunkt der Löschung dieser Kategorie, mit der Maßgabe das der Löschungsgesamtbetrag niemals den verfügbaren Betrag übersteigen kann. Es steht im Ermessen des Geschäftsführerrats ob der Löschungsgesamtbetrag ein Teil oder den Gesamtbetrag des zur Ausschüttung verfügbaren Agios beinhalten soll.

4.14. Der verfügbare Betrag entspricht dem Nettogewinn der Gesellschaft (darin inbegriffen Gewinnvorräte und das Agio der Gesellschaft), sofern die Inhaber der Geschäftsanteile der betreffenden Kategorie entsprechend Artikel 13 dieser Satzung zum Erhalt von Dividenden berechtigt gewesen wären, erhöht durch (i) frei ausschüttbare Reserven, und (ii) gegebenenfalls den auf die betreffende zu löschende Kategorie von Geschäftsanteilen anfallenden Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage, aber vermindert durch (i) Verluste der Gesellschaft (inbegriffen Verlustvorräte), (ii) alle Beträge die in Übereinstimmung mit den Vorschriften dieser Satzung oder des Gesetzes und auf Grundlage der Zwischenkonten nicht ausschüttbaren Reserven zuzuführen sind, und (iii) sämtliche angefallenen aber nicht ausgezahlten Dividenden, sofern diese nicht bereits den NG vermindert haben (um eine doppelte Veranschlagung zu vermeiden), so dass:
$$VB = (NG + R + KH) - (V + GR + AD)$$
 wobei: VB = verfügbarer Betrag; NG = Nettogewinn (darin enthalten Gewinnvorräte und Agio); R = frei ausschüttbare Reserven; KH = der auf die betreffende zu löschende Kategorie von Geschäftsanteilen anfallenden Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage; V = Verluste (darin enthalten Verlustvorräte); GR = Beträge die in Übereinstimmung mit den Vorschriften dieser Satzung oder des Gesetzes nicht ausschüttbaren Reserven zuzuführen sind; AD = angefallene aber nicht ausgezahlte Dividenden, sofern diese nicht bereits den NG vermindert haben.

4.15. Der Löschungswert pro Geschäftsanteil wird mit dem Rückkauf und der Löschung der Geschäftsanteile der entsprechenden Kategorie zur Auszahlung fällig.

4.16. Bruchteilsanteile können mit bis zu drei Dezimalstellen ausgegeben werden und sollen proportional dieselben Rechte und Pflichten vermitteln wie der ganze Geschäftsanteil, einen Bruchteil desselben sie repräsentieren. Bruchteilsanteile vermitteln keine Stimmrechte, sofern die nicht zusammengefasst einen Geschäftsanteil darstellen.

Art. 5. Jede ordnungsgemäß konstituierte Generalversammlung der Anteilseigner der Gesellschaft vertritt alle Anteilseigner der Gesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu betätigen.

Das Abhalten von Hauptversammlungen ist nicht verpflichtend, solange die Anzahl der Anteilseigner fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt. In diesem Fall soll jeder Anteilseigner den genauen Wortlaut der zu treffenden Beschlüsse oder Entscheidungen erhalten und seine Stimme schriftlich abgeben.

Art. 6. Wenn die Anzahl der Anteilseigner fünfundzwanzig (25) übersteigt, muss in Übereinstimmung mit Artikel 196 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften eine jährliche Hauptversammlung der Anteilseigner am Sitz der Gesellschaft oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg abgehalten werden, wie es in den Einberufungen zu der jeweiligen Versammlung angegeben ist.

Die übrigen Versammlungen können zu der Zeit und an dem Ort abgehalten werden, wie es in den Einberufungen zu der jeweiligen Versammlung angegeben ist.

Die Einberufungen und Abhaltung jeder Hauptversammlung unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen, soweit die vorliegenden Statuten nichts Gegenteiliges anordnen.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, sofern das Gesetz und die vorliegenden Statuten nichts anderes vorsehen. Jeder Anteilseigner kann an den Versammlungen der Anteilseigner auch indirekt teilnehmen in dem er schriftlich (Brief oder Fax) eine andere Person als seinen Bevollmächtigten angibt.

Eine außerordentliche Hauptversammlung im Zusammenhang mit der Änderung der Statuten, ist nur beschlussfähig, wenn mindestens zwei Drittel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und die Tagesordnung die vorgeschlagene Änderung der Statuten enthält. Wenn diese Voraussetzungen nicht erfüllt werden, kann eine zweite Hauptversammlung, unter den Bedingungen der Bestimmung dieser Satzung oder im Einklang mit dem geltenden Recht, einberufen werden. Die Tagesordnung zu dieser zweiten Hauptversammlung muss die gleiche Tagesordnung sowie das Datum und das Ergebnis der vorangegangenen Hauptversammlung enthalten. Die zweite Hauptversammlung ist beschlussfähig unabhängig von dem anwesenden oder vertretenden Gesellschaftskapital. In beiden Hauptversammlungen müssen die Beschlüsse mindestens mit einer zwei Drittel Mehrheit der abgegebenen Stimmen angenommen werden. Stimmen, von Anteilsinhabern, die nicht an der Abstimmung teilgenommen haben, sich der Stimme enthalten haben oder einen leeren oder ungültigen Stimmzettel abgegeben haben, werden nicht gezählt.

Sofern das Gesetz nichts Gegenteiliges anordnet, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlungen der Anteilseigner durch einfache Mehrheit der anwesenden und mitstimmenden Anteilseigner gefasst.

Der Verwaltungsrat kann jede andere Bedingung festlegen welche die Anteilseigner erfüllen müssen um zur Generalversammlung zugelassen zu werden.

Wenn sämtliche Anteilseigner an einer Generalversammlung der Anteilseigner anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung der Generalversammlung im Voraus zu kennen, kann die Generalversammlung ohne Einberufung oder Veröffentlichung stattfinden.

Art. 7. Die Gesellschaft wird durch einen Geschäftsführerrat (conseil de gérants), welcher sich aus mindestens einen Geschäftsführer der Kategorie A und zwei Geschäftsführer der Kategorie B zusammensetzt, verwaltet. Die Geschäftsführer werden durch einen Beschluss des alleinigen Anteilseigners oder durch Sitzung der Anteilseigner ernannt.

Die Geschäftsführer können jederzeit „ad nutum“ (mit oder ohne Grund) aberufen werden.

Art. 8. Der Geschäftsführerrat tritt so oft zusammen, wie die Interessen der Gesellschaft es erfordert oder auf Einladung eines Geschäftsführers an dem Ort und zu der Zeit, die in der Einberufung festgesetzt werden, zusammen.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates erhält wenigstens vierundzwanzig Stunden (24) vor der entsprechende Sitzung eine schriftliche Einladung. In Dringlichkeitsfällen muss diese Frist nicht eingehalten werden.

Auf diese Einladung kann schriftlich verzichtet werden. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Mitglied des Geschäftsführerrates bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Geschäftsführerratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann sich an jeder Sitzung des Geschäftsführerrates vertreten lassen, indem er einem anderen Mitglied schriftlich (Brief oder Fax) Vollmacht erteilt. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann an einer Sitzung im Wege einer Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen.

Der Geschäftsführerrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit der Geschäftsführer bei der Versammlung des Geschäftsführerrats anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrats werden einstimmig von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Geschäftsführern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Geschäftsführerratsitzung gefasster Beschluss. Die Teilnahme steht einer persönlichen durchgehende Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Art. 9. Der Geschäftsführerrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtigen Satzungen der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführerrats.

Der Geschäftsführerrat darf den Verkauf und/oder die Übertragung von Beteiligungen an Gesellschaften oder juristischer Personen nicht ohne vorherige schriftliche Zustimmung der Hauptversammlung der Anteilseigner, die mit mindestens einer Zwei-Drittel-Mehrheit der ausgegebenen Anteile, anwesend oder vertreten, der Gesellschaft gefasst wurde.

Der Geschäftsführerrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der täglichen Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an ein oder mehrere Geschäftsführer oder an eine Einzelperson, welche nicht Geschäftsführer zu sein braucht, übertragen, dessen Befugnisse vom Geschäftsführerrat festgesetzt werden.

Der Geschäftsführerrat kann auch Spezialvollmachten an irgendwelche Personen, die nicht Mitglied des Geschäftsführerrats zu sein brauchen, geben. Er kann Spezialbevollmächtigte sowie Angestellte ernennen und widerrufen, sowie ihre Vergütungen festsetzen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird nach außen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von mindestens einen Geschäftsführer der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B oder durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift eines im Rahmen der ihm erteilten Vollmachten handelnden Delegierten des Geschäftsführerrats.

Art. 11. Wenn die Zahl der Anteilseigner fünfundzwanzig (25) übersteigt, sollen die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Wirtschaftsprüfer, in Übereinstimmung mit Artikel 200 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, beaufsichtigt werden.

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13.

13.1 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und so lange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beträgt.

13.2. Die durch einen Gesellschafter an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden, wenn der einlegende Gesellschafter dieser Zuführung zustimmt.

13.3. Im Falle einer Herabsetzung des Kapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft im Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie zehn Prozent (10%) des Kapitals nicht übersteigt.

13.4. Unter den gesetzlichen Bedingungen wird die Gesellschafterversammlung beschließen, wie der verbleibende Rest des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß dem Gesetz und diesem Gesellschaftsvertrag verwendet werden soll.

13.5. Im Falle des Beschlusses einer Dividendenauszahlung, soll die Dividende wie folgt ausgezahlt werden: (a) ein Betrag, der gemäß Absatz 13.6 dieses Artikels bestimmt wird, wird gleichmäßig an alle Gesellschafter derselben Anteilsklasse ausgeschüttet, (b) die verbleibende Differenz des gesamten auszuschüttenden Betrages wird vollständig an die Inhaber der Geschäftsanteile der in alphabetischer Reihenfolge letzten Kategorie von Geschäftsanteilen ausgeschüttet (d.h. zuerst Geschäftsanteile der Kategorie J, dann Geschäftsanteile der Kategorie I, dann Geschäftsanteile der Kategorie H, dann Geschäftsanteile der Kategorie G, dann Geschäftsanteile der Kategorie F, dann Geschäftsanteile der Kategorie E, dann Geschäftsanteile der Kategorie D, dann Geschäftsanteile der Kategorie C, dann Geschäftsanteile der Kategorie B, und nur wenn keine weiteren Kategorien von Geschäftsanteilen mehr existieren, Geschäftsanteile der Kategorie A).

13.6 Der in Absatz 13.5 Punkt (a) dieses Paragraph angegebene Betrag wird wie folgt festgelegt:

(i) Inhaber von Anteilen der Kategorie A haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma sechs Prozent (0.60%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie A entspricht;

(ii) Inhaber von Anteilen der Kategorie B haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma fünf fünf Prozent (0.55%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie B entspricht;

(iii) Inhaber von Anteilen der Kategorie C haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma fünf Prozent (0.50%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie C entspricht;

(iv) Inhaber von Anteilen der Kategorie D haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma vier fünf Prozent (0.45%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie D entspricht;

(v) Inhaber von Anteilen der Kategorie E haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma vier Prozent (0.40%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie E entspricht;

(vi) Inhaber von Anteilen der Kategorie F haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma drei fünf Prozent (0.35%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie F entspricht;

(vii) Inhaber von Anteilen der Kategorie G haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma drei Prozent (0.30%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie G entspricht;

(viii) Inhaber von Anteilen der Kategorie H haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma zwei fünf Prozent (0.25%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie H entspricht;

(ix) Inhaber von Anteilen der Kategorie I haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma zwei Prozent (0.20%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie I entspricht;

(x) Inhaber von Anteilen der Kategorie J haben einen Anspruch auf einen Betrag, der null Komma eins fünf Prozent (0.15%) des Nominalwertes eines jeden Anteils der Kategorie J entspricht.

Werden die Dividenden, auf die im obigen Teil Bezug genommen wird, nicht innerhalb eines oder mehrerer bestimmter Jahre angezeigt oder bezahlt, wird der festgelegte Dividendenanspruch weiter anwachsen

Art. 14. Der Geschäftsführerrat oder die Gesellschafterversammlung kann Zwischendividenden zahlen unter der Voraussetzung, dass (i) Zwischenkonten erstellt wurden, nach denen genügend Mittel verfügbar sind, (ii) der auszuschüttende Betrag nicht die Gesamtsumme der Gewinne übersteigt, die seit Abschluss des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss genehmigt wurde, realisiert worden sind, einschließlich vorgetragenener Gewinne und Summen, die aus diesem Zweck verfügbaren Rücklagen entnommen wurden, abzüglich vorgetragenener Verluste und solcher Summen, die gemäß dem Gesetz oder diesem Gesellschaftsvertrag der Reserve zuzuführen sind, und (iii) der Buchprüfer der Gesellschaft, falls vorhanden, in seinem Bericht an den Geschäftsführerrat erklärt, dass die beiden erstgenannten Bedingungen erfüllt sind.

Das Emissionsagio, falls vorhanden, kann durch Gesellschafterbeschluss oder Beschluss der Geschäftsführer unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Unantastbarkeit des Kapitals und die gesetzliche Rücklage frei an den/die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Art. 15. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt (die natürliche oder juristische Personen sein können), die durch die Generalversammlung die die Auflösung beschlossen hat, unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütung ernannt werden.

Nach Zahlung aller Schulden, etwaiger Kosten der Gesellschaft und der Kosten der Abwicklung wird der Nettobetrag des Liquidationserlöses an die Gesellschafter ausgeschüttet, wobei die Vorschriften der Artikel 13 dieser Satzung hinsichtlich der Verteilung von Gewinnen auf die verschiedenen Anteilkategorien entsprechend anzuwenden sind.

Art. 16. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 2015.
- 2) Zwischendividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Kapitalzeichnung und Einzahlung

Die erschienene Person hat die Anteile wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

ANTEILSEIGNER	GEZEICHNETES KAPITAL EUR	EINGEZAHLTES KAPITAL EUR	ANTEILE
Herr Charles MEYER, vorgenannt	12,500	12,500	12,500
TOTAL:	12,500	12,500	12,500

Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von EUR 12.500 (zwölftausendfünfhundert Euro) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf tausenddreihundert Euro (EUR 1.300,-) abgeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann trat der Erschienene, vertreten wie zuvor angeben, der das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen.

Nachdem der Erschienene, vertreten wie zuvor angeben, die ordnungsgemäße Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hat, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Gesellschaft wird durch die folgenden Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit, verwaltet:

Geschäftsführer der Kategorie A

Mr. Woo Young KANG, Geschäftsführer, geboren am 19 Januar 1972 in Seoul, Republik Korea, mit beruflicher Anschrift in 10F Seoul Finance Center, Taepyeongro 1-ga, Jung-gu Seoul, Korea 100-768.

Geschäftsführer der Kategorie B

Herr John WANTZ, Geschäftsführer, geboren am 17. May 1966 in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, mit beruflicher Anschrift in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg; und

Herr Sven REIN, Geschäftsführer, geboren am 3. November 1967 in Wiesbaden, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Der Sitz der Gesellschaft ist in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und auch schreibt, fügt hiermit an, dass auf Antrag des Erschienenen, vertreten wie zuvor angegeben, die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung.

Bei etwaigen Nichtübereinstimmungen der in die deutsche Sprache übersetzten Satzung, hat die englische Fassung Vorrang.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen in Junglinster, Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument dem Vertreter des Erschienenen vorgelesen wurde, unterzeichnet er gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 11 août 2015. Relation GAC/2015/6890. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015139925/675.

(150152336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**CUP CEE S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Fallow Resources).**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 198.293.

In the year two thousand and fifteen, on twenty-seventh day of July.

Before Maître Karine REUTER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Cup CEE S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies (the RCS) under number B 198293 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) (the Company).

The Company was incorporated on 1st July 2015 pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The articles of association of the Company (the Articles) have been modified for the last time by virtue of a notarial deed dated July 27, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

THERE APPEARED:

RTS L.P., a company established in Guernsey, with registered office at 1, Royal Plaza, Royal Avenue, St Peter Port, Guernsey GY1 2HL, registered with the Guernsey Registry under the number 2159;

hereby represented by its General Partner, Revetas GP II Limited, a limited company incorporated and organised under the law of Guernsey, with registered office at 1, Royal Plaza, Royal Avenue, St Peter Port, Guernsey GY1 2HL, registered with the Guernsey Registry under the number 58742, by virtue of proxies given under private seal.

The proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party, represented as above stated, have requested the undersigned notary to record the following:

- I. That the Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:
 1. Waiver of the convening notice;
 2. Restatement of all the articles of association; and
 3. Miscellaneous.

III. That the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the subscribed share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Shareholders considering themselves as duly convened and declaring that they have perfect knowledge of the agenda of the Meeting which has been provided to them (together with all relevant information) in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to restate all the articles of association so that they will read henceforth as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Cup CEE S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company which form part of the same group of companies as the Company, and, generally, for its own benefit and that of any other company which form part of the same group of companies as the Company. The Company may furthermore grant security interests over and may pledge its shares. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. The transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.4. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.5. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.6. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results in a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation**Art. 7. Appointment and removal of managers.**

7.1. The Company shall be managed by a sole manager or by a board of managers, composed of at least one (1) manager A and at least (1) one manager B appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of one manager A and one manager B of the Company.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

13.5. The annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company at such time as may be specified in the convening notices of the meeting.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-sept juillet

par devant Maître Karine REUTER, notaire résidant à Luxembourg, Grand- Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de la société Cup CEE S.à r.l.,

une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le RCS) sous le numéro B 198293 et ayant un capital social de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) (la Société).

La Société a été constituée le 1 juillet 2015 suivant un acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié en date du 22 juillet 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A COMPARU:

RTS L.P., une société de droit de Guernsey dont le siège est établi à 1, Royal Plaza, Royal Avenue, St Peter Port, Guernsey GY1 2HL, inscrite au registre de Guernsey sous le numéro 2159;

ici représentée par son gérant, Revetas GP II Limited, une société de droit de Guernsey, ayant son siège à 1, Royal Plaza, Royal Avenue, St Peter Port, Guernsey GY1 2HL, inscrite au registre de Guernsey sous le numéro 58742, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par les parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte afin d'être soumises, avec le présent acte, aux formalités de l'enregistrement.

L'associé, représenté selon les modalités susmentionnées, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Que les Associés détiennent toutes les parts sociales du capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Refonte complète des statuts de la société;

3. Divers.

III. Que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social souscrit étant représenté à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Associés se considérant comme dûment convoqués et déclarant qu'ils ont eu parfaitement connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée qui leur a été communiqué au préalable (ensemble avec toutes les informations pertinentes).

Deuxième résolution

L'associé décide de procéder à la refonte totale des statuts et leur donner la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Cup CEE S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société. La Société peut également consentir des sûretés ou nantissements sur ses parts sociales. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. La cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.4. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.5. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.6. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition ou:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte en la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un gérant ou par un conseil de gérance, composé d'au moins un (1) gérant A et au moins un (1) gérant B, nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B de la Société.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

- (i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;
- (ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et
- (iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

13.5. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social de la Société et à l'heure indiquée dans la convocation.

Art. 14. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf

décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare à la requête des parties comparantes que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire des parties comparantes.

Signés: B. McClay, K. REUTER

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 30 juillet 2015. Relation: 2LAC/2015/17479. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 13 août 2015.

Référence de publication: 2015140040/491.

(150152583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Avia Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 199.350.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-septième jour du mois de juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire résidant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "FINEX.LU S.A. SOPARFI", établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25A, Boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 144705,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée ("S.à r.l.") à constituer par les présentes et dont les statuts sont arrêtés comme suit:

Chapitre I^{er} . - Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il est formé entre les parties comparantes et tous ceux qui deviendront associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "AVIA Partners S.à r.l." (ci-après la "Société"), qui sera régie par

les lois relatives à une telle entité et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la “Loi”), ainsi que par les présents statuts (ci-après les “Statuts”).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Conseil de Gérance (tel que défini ci-après à l'article 10 des Statuts) est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une Société luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Conseil de Gérance.

2.5 La Société peut avoir des bureaux et succursales à la fois au Luxembourg et à l'étranger.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet social exclusif de la Société est la création, l'administration et la gestion de “AVIA SICAV-SIF” (la “SIF”), une société d'investissement à capital variable à compartiments multiples régie par les lois applicables au Grand-duché de Luxembourg, en particulier la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, telle que modifiée de temps à autre (la “Loi de 2007”) et la Loi de 1915, et constituée sous la forme légale d'une société en commandite par actions.

3.2 En particulier, la Société agira en tant qu'actionnaire commandité de la SIF et pourra y détenir une participation.

3.3 La Société pourra accomplir toute activité liée directement ou indirectement à la gestion, l'administration et la promotion de la SIF.

3.4 La Société peut également gérer ses propres activités et actifs de manière accessoire et accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières en rapport direct ou indirect avec, et réputée utile à l'accomplissement de son objet social.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq-cents euros (12.500,- EUR), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales. Chaque part sociale a une valeur nominale de dix euros (10,- EUR).

Art. 6. Modification du capital. Le capital peut être modifié à tout moment par décision de l'associé unique (lorsqu'il n'y a qu'un seul associé) ou par décision de l'assemblée générale des associés délibérant de la manière prévue pour modifier les Statuts (en cas de pluralité des associés), conformément à l'article 16 des Statuts.

Art. 7. Droits conférés par les parts sociales. Toutes les parts sociales confèrent des droits égaux.

Art. 8. Parts sociales. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Cession de parts sociales.

9.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales de la Société détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

9.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

9.3 De plus, chaque associé s'engage à ne pas mettre en gage ou conférer des garanties sur les parts sociales qu'il détient sans le consentement préalable et écrit du Conseil de Gérance.

9.4 En cas de cession des Parts Sociales par un Associé, les autres Associés ont un droit de préemption.

Chapitre III. - Gérance

Art. 10. Gérance.

10.1 La Société est gérée par un Conseil de Gérance composé d'au moins trois (3) membres.

10.2 Les membres du Conseil de Gérance ne sont pas obligatoirement associés.

10.3 Les Gérants sont nommés pour une période indéterminée. Chaque Gérant peut être révoqué avec ou sans motif par une résolution des associés détenant la majorité des voix.

Art. 11. Pouvoir du Conseil de Gérance.

11.1 Dans les rapports avec les tiers et sans préjudice des articles 10 à 12 présents Statuts, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes d'administration et de disposition et toutes opérations conformes à l'objet social de la Société.

11.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés par les lois applicables au Grand-duché de Luxembourg, en particulier la Loi de 1915, ou par les Statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du Conseil de Gérance.

Art. 12. Représentation de la société. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par:

- a. la signature conjointe de deux Gérants; ou
- b. la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été déléguée par le Conseil de Gérance (engagé par deux de ses Gérants conformément au point (i) ci-avant).

Art. 13. Délégation de pouvoir.

13.1 Tout Gérant peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

13.2 Tout Gérant déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces mandataires, la durée de leurs mandats ainsi que toute autre condition relative à leur mandat.

Art. 14. Conseil de Gérance.

14.1 Le Conseil de Gérance élira un président parmi ses membres. Le premier président peut être choisi lors de la première assemblée générale des associés. Si le président est empêché, il sera remplacé par un Gérant élu à cet effet parmi les Gérants présents à la réunion.

14.2 Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation du président ou de deux (2) Gérants. Les réunions du Conseil de Gérance seront tenues au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que déterminé de temps en temps par le Président ou le Conseil de Gérance.

14.3 Avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants au moins trois (3) jours avant le commencement de la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre cette formalité de convocation par l'assentiment écrit ou par télégramme, fac-similé ou e-mail de chaque Gérant. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil tenue aux place et heure fixées dans une décision adoptée préalablement par le Conseil de Gérance.

14.4 Tout Gérant peut participer à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant, par écrit ou par télégramme, fax, e-mail ou lettre un autre Gérant comme son mandataire. Un Gérant pourra également nommer par téléphone un autre Gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

14.5 L'utilisation d'équipements de vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque membre participant au Conseil de Gérance est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les autres membres participants à la réunion en utilisant ou non ce type de technologie et chaque membre participant au Conseil de Gérance sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote par vidéo ou téléphone.

14.6 Chaque membre du Conseil de Gérance aura droit à une voix.

14.7 Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil de Gérance, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil de Gérance aura la voix prépondérante.

14.8 Des résolutions écrites du Conseil de Gérance peuvent être prises valablement si elles sont approuvées par écrit et signées par tous les membres du Conseil de Gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax, e-mail, télégramme ou télex. Ces décisions auront le même effet que des décisions votées lors des réunions du Conseil de Gérance tenues physiquement.

14.9 Les votes pourront également être exprimés par lettre, fax, e-mail, télégramme, télex ou téléphone, pour autant que dans ce dernier cas, le vote soit confirmé par écrit.

14.10 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par le président ou, en son absence ou incapacité d'agir, par le président pro tempore qui a présidé cette réunion ou par deux (2) Gérants. Les extraits seront certifiés par tout Gérant ou par toute personne nommée par deux (2) Gérants ou pendant une réunion du Conseil de Gérance.

Chapitre IV. - Assemblée générale des associés**Art. 15. Pouvoir des associés.**

15.1 Tout associé peut prendre part aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital social.

15.2 En cas d'associé unique, celui-ci exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés et ses décisions sont établies par écrit sous forme de résolution.

Art. 16. Assemblées Générales des Associés.

16.1 Des assemblées d'associés pourront toujours être convoquées par tout Gérant, à défaut par les associés représentant plus de la moitié du capital de la Société.

16.2 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à adopter et émettra son vote par écrit.

16.3 Lorsqu'il y aura plus de vingt-cinq associés, il devra être tenu, chaque année, au moins une assemblée générale.

16.4 Quelque soit le nombre d'associés, le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation des associés qui se prononceront aussi par un vote spécial sur la décharge à donner au Conseil de Gérance.

16.5 Les décisions collectives des associés ne sont valablement prises que pour autant que les associés détenant plus de la moitié du capital social votent en leur faveur. Si ce seuil n'est pas atteint lors de la première réunion ou première consultation écrite, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

16.6 Cependant, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, conformément à la Loi.

16.7 Par ailleurs, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime de tous les associés et conformément à toute autre condition légale.

Chapitre V. - Année sociale - Bilan

Art. 17. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 18. Bilan.

18.1 A la fin de chaque année sociale, les comptes de la Société sont établis et le Conseil de Gérance prépare un inventaire comportant une indication de la valeur de l'actif et du passif de la Société.

18.2 Chaque associé peut consulter cet inventaire et le bilan au siège social de la Société.

Art. 19. Répartition des Bénéfices.

19.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net. Un montant équivalent à cinq pourcent (5%) du bénéfice net de la Société sera alloué à la réserve légale jusqu'à ce que ce montant de la réserve légale atteigne dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

19.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des statuts, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

19.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par l'assemblée générale des associés.

19.4 Le Conseil de Gérance peut cependant décider de distribuer des dividendes intérimaires. Dans un tel cas, l'assemblée générale des associés ratifiera les dividendes intérimaires et décidera, sur proposition du Conseil de Gérance et dans les limites fixées par la Loi et les Statuts, de distribuer ce qui n'a pas encore été payé comme dividendes intérimaires ou autrement.

Chapitre VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite de l'un des associés.

Art. 21. Liquidation.

21.1 La liquidation de la Société n'est possible que si elle est approuvée par la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social de la Société.

21.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 22. Loi applicable. Il est fait référence aux prescriptions de la Loi pour toutes les matières qui ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le trente et un décembre 2016.

La première assemblée générale des associées se tiendra en janvier 2017.

Souscription - Paiement

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, la société "FINEX.LU S.A. SOPARFI", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont remplies et le constate expressément.

Estimation des coûts

Les coûts, dépenses, frais et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent à environ mille euros (1.000,- EUR).

Résolutions prises par l'associée unique

Et aussitôt, la partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1. Le nombre des Gérants est fixé à trois (3).

2. Les personnes suivantes sont désignées comme Gérants pour une période indéterminée:

- Monsieur Philippe BRUNETON, directeur d'entreprise né le 18 juillet 1963 à Paris (France), demeurant à L-8333 Olm, 5, rue Abraham Lincoln (Grand-Duché de Luxembourg);

- Monsieur Christian DENIZON, directeur de société, né le 16 août 1970, à Valence (France), demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 25A, Boulevard Royal (Grand-Duché de Luxembourg);

- Monsieur Franck BERGEOT, directeur d'entreprise, né le 17 avril 1961 à Reims (France), demeurant à F-92210 St Cloud, 1, avenue Alferd Belmontet (France).

3. Conformément à l'article 12 des Statuts, la Société sera valablement liée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux (2) Gérants ou par la signature de toute personne à qui un tel pouvoir a été délégué par le Conseil de Gérance.

4. Monsieur Christian DENIZON, pré-qualifié, est nommé président du Conseil de Gérance conformément à l'article 14 des Statuts.

5. Le siège social de la Société est fixé au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Mandataire de la partie comparante, ès-qualités qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 30 juillet 2015. 2LAC/2015/17373. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 11 août 2015.

Référence de publication: 2015139962/213.

(150152141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Bionatur Best Flowers Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 199.069.

Les statuts coordonnés au 12 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139984/10.

(150152145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Al Alabama (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 198.029.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139933/10.

(150152167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Al Lake & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 192.302.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139939/10.

(150152203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Al Alabama (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 198.041.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139932/10.

(150152150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

BtoBe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4441 Soleuvre, 168, rue Metzlerlach.

R.C.S. Luxembourg B 163.383.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange.

Carlo GOEDERT

Notaire

Référence de publication: 2015139995/12.

(150152440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Bionatur Flowers Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 199.031.

Les statuts coordonnés au 07 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139985/10.

(150152094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Bionatur Best Flowers Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 199.030.

Les statuts coordonnés au 12 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139983/10.

(150152115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.